

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

### **SEGMENT D'ACHATS : 41.04.04 Boissons et produits relatifs au tabac**

<b>CCP n° :</b>	DAF_2024_001957
<b>Objet du marché public :</b>	Fourniture de vins et de champagnes au profit de l'Escadron de Transport 60 (ET 60).
<b>Forme du marché public :</b>	Accord-cadre à bons de commande
<b>Mode de passation :</b>	Appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.
<b>Code CPV :</b>	15930000-6 - Vins
<b>Niveau de sécurité :</b>	Non sensible
<b>Acheteur :</b>	VAUCHEL Marika
<b>Entité d'achats :</b>	PFC PARIS / DAP

## **ABRÉVIATIONS :**

- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021)
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CCP : Cahier des clauses particulières
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- ET 60 : Escadron de Transport 60

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES .....</b>	<b>5</b>
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES .....	6
<b>ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>6</b>
2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC .....	6
2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC .....	6
2.4 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	7
2.5 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ.....	9
<b>ARTICLE 3. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
3.1 MESURES DE PRÉVENTION .....	9
3.2 DÉFAILLANCE.....	10
3.3 ASSURANCE .....	10
3.4 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	10
3.5 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES SPÉCIFIQUES .....	10
3.6 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT .....	11
3.7 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES .....	11
<b>ARTICLE 4. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>13</b>
4.1 FORME DES PRIX .....	13
4.2 CONTENU DES PRIX.....	13
4.3 NATURE DES PRIX.....	13
4.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC .....	14
<b>ARTICLE 5. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>14</b>
5.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT .....	14
5.2 MODE DE RÈGLEMENT.....	15
5.3 AVANCE .....	16
5.4 ACOMPTE .....	16
5.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	17
5.6 DÉLAI DE PAIEMENT.....	17
5.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvrement .....	17
5.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT).....	17
5.9 SOLDE .....	19
5.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES .....	19
5.11 CESSION DU MARCHÉ PUBLIC.....	20

<b>ARTICLE 6. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>20</b>
6.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE.....	20
6.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION .....	20
6.3 CONSTATAION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATON .....	20
6.4 CONTESTATION ÉVENTUELLES.....	21
6.5 FRAIS D'ENLEVEMENT DES FOURNITURES REJETÉES OU À REPRENDRE .....	21
<b>ARTICLE 7. GARANTIE .....</b>	<b>22</b>
7.1 GARANTIE TECHNIQUE .....	22
7.2 RETENUE DE GARANTIE .....	22
<b>ARTICLE 8. PÉNALITES .....</b>	<b>22</b>
8.1 PÉNALITÉS DE RETARD .....	23
8.2 AUTRES PÉNALITÉS .....	23
<b>ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÉSILIATION .....</b>	<b>24</b>
9.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE .....	24
9.2 AUTRES RÉSILIATIONS.....	24
<b>ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 11. DESCRIPTION DES FOURNITURES .....</b>	<b>26</b>
11.1 RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR .....	26
11.2 CATALOGUE DES VINS RÉCURRENTS (POSTE 1) .....	26
11.3 COMMANDE PONCTUELLE : CATALOGUE MINIMAL DU TITULAIRE (POSTE 2) ET COMMANDE SUR DEVIS (POSTE 3).....	28
<b>ARTICLE 12. CONDITIONS DE LIVRAISON .....</b>	<b>30</b>
12.1 LIEU DE LIVRAISON .....	30
12.2 DÉLAIS DE LIVRAISON .....	30
12.3 MODALITÉS DE LIVRAISON .....	30
12.4 LIVRAISON PARTIELLE .....	32
12.5 LIVRAISON PAR ANTICIPATION .....	32
12.6 FERMETURE TEMPORAIRE DU SITE ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	32

LISTE DES ANNEXES	
<b>Annexe n° 1</b>	Clauses administratives générales
<b>Annexe n° 2</b>	Fiche relative au service fait présumé (SFP)

## **PRÉAMBULE**

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

Ce CCP consacre la commune intention des parties. Il apporte notamment des précisions, des compléments et des dérogations au CCAG/FCS.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

## **CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES**

#### **1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché public est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le cadre-réponses du titulaire ainsi que les réponses du titulaire aux éventuelles demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 5) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

## 1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

### 1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le marché public est conclu entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression «le pouvoir adjudicateur» ;
- la société titulaire du marché public, désignée par l'expression «le titulaire».

### 1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Le bénéficiaire concerné par le présent marché public est l'Escadron de Transport 60 (ET 60) soutenu par le GSC IdF/ pôle Villacoublay.

## ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

### 2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

L'objet du marché public est la fourniture de vins et de champagnes au profit de l'Escadron de Transport 60 (ET 60).

Les prestations, objet du marché public, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de fournitures.

### 2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

Les montants annuels minimum et maximum, s'élèvent à :

Montant minimum € HT pour 12 mois	Montant maximum € HT pour 12 mois
5 000	45 000

Les montants totaux minimum et maximum, sous réserve de la reconduction du présent marché public jusqu'à son terme maximum, s'élèvent à :

Montant minimum € HT pour la durée totale	Montant maximum € HT pour la durée totale
20 000	180 000

### 2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

#### 2.3.1 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre à bons de commandes conformément aux articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6. et R. 2162-13. à R. 2162-14. du code de la commande publique.

### 2.3.2 Structure du marché public

Le marché public est structuré en 4 postes :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	à bons de commande	Catalogue des vins récurrents
2	à bons de commande	Catalogue minimal du titulaire
3	à bons de commande sur devis	Vins ou champagnes non référencés aux catalogues du tableau de prix
4	/	Taux de remise consenti à l'administration

**\* Le montant cumulé des bons de commande sur devis est limité à 5 % du montant maximum du marché public sur sa durée totale (reconductions comprises).**

### 2.3.3 Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une première période de 12 mois débutant à la date de notification et se terminant la veille son premier anniversaire.

Le marché public est reconduit annuellement de manière tacite à chaque date anniversaire de notification sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du marché public.

La non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

## 2.4 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

### 2.4.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

#### 2.4.1.1 *Prestations supplémentaires et modificatives*

Pendant l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

#### Modifications mises en œuvre par ordre de service :

- modification du périmètre de soutien de la plate-forme commissariat Paris : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur ;
- ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales...) : Toute nouvelle réglementation qui impose des contraintes dans l'exécution du marché public, doit être signalée par le titulaire au pouvoir adjudicateur. Le prestataire propose également à l'administration les mesures à appliquer afin de garantir la bonne exécution des prestations.

#### Modifications mises en œuvre par avenant :

Remplacement ou ajout aux bordereaux des prix unitaires de nouveaux vins ou champagnes suite à la réalisation des différents tests en vol ou en cas de rupture d'approvisionnement, dans le respect des prix plafonds.

##### *2.4.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des événements extérieurs*

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'événements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R.2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

##### *2.4.1.3 Réversibilité du recours au service fait présumé*

L'administration peut suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie des bons de commande ou du forfait par ordre de service (OS).

En cas de non renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire, la procédure de service fait présumé est suspendue de fait dès la notification du marché public.



#### **2.4.2 Autres cas de modification**

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 2.4.1 du présent CCP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du présent marché public ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

#### **2.5 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ**

Le titulaire a le droit à l'exclusivité des commandes passées par les bénéficiaires de l'accord-cadre concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier.

Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre à lui fournir les prestations dans les délais impartis.

L'administration peut également recourir à un opérateur économique tiers pour les prestations objets des bons de commande établis exclusivement sur devis selon les modalités décrites à l'article 3.7.1 du présent CCP.

### **ARTICLE 3. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

#### **3.1 MESURES DE PRÉVENTION**

Le titulaire doit prendre contact avec le chargé de prévention du ou des sites avant tout début d'exécution.

Un protocole de chargement / déchargement d'une durée conforme à celle du marché public, doit être établi lors d'une visite préalable avant le premier chargement des articles.

Ce protocole contient les renseignements généraux en vue d'une bonne application des opérations de chargement et de déchargement des articles par le titulaire. Il est renouvelable tous les ans jusqu'au terme du marché public.

### **3.2 DÉFAILLANCE**

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

### **3.3 ASSURANCE**

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

### **3.4 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION**

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition du pouvoir adjudicateur via une plateforme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant le pouvoir adjudicateur recommande au titulaire d'utiliser la plate-forme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse pendant 15 jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public aux torts du titulaire.

### **3.5 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES SPÉCIFIQUES**

#### **3.5.1 Éco-conduite**

Le titulaire s'engage à former à l'éco-conduite les personnels de la société effectuant les livraisons dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

### **3.5.2 Gestion des déchets**

Le titulaire veille à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de l'environnement. À cet effet, le titulaire prend les mesures relatives à la gestion des déchets produits en cours d'exécution de marché public. L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il est propriétaire des déchets qu'il produit, quel qu'en soit la nature inerte, industriels banals, industriel spécial ou emballage, jusqu'à son élimination. Il doit prendre à sa charge leur retraitement dans le cadre d'une filière agréée en veillant à leur traçabilité.

### **3.5.3 Emballages**

Le titulaire veille à ce que les emballages nécessaires à la livraison des fournitures respect la réglementation en vigueur relative à la protection de l'environnement. Il s'assure que les emballages proposés (cartons et verres) soient en matières recyclables. L'utilisation de polystyrène est proscrite.

## **3.6 EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC PAR CARTE D'ACHAT**

Le présent marché public ne donne pas lieu à la mise en place du paiement par carte d'achat.

## **3.7 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES**

### **3.7.1 Établissement des bons de commande**

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe de l'acte d'engagement (tableau de prix) ou sur devis, pour les diverses prestations.

Le montant total des bons de commande établis exclusivement sur devis ne doit pas dépasser 9 000 € HT sur la durée totale du marché public.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché public ;
- la référence du bon de commande (numéro et date) ;
- la référence du devis accepté par le bénéficiaire ;
- le site concerné ;
- la désignation de chaque fourniture à livrer ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) de chaque fourniture ;
- le montant total hors taxes (HT) pour chaque fourniture ;
- le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier avec A/R, courriel...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

### 3.7.2 Personnes habilitées à passer les commandes

Le pouvoir adjudicateur habilite des personnes proposées par le pôle Villacoublay du GSC IdF, pour passer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Le pôle Villacoublay du GSC IdF est chargé de communiquer ultérieurement au titulaire la liste des personnes habilitées à passer les bons de commande. Tout bon de commande passé par d'autres personnes n'est pas reconnu par le pouvoir adjudicateur.

Une copie des bons de commande est adressée à la PFC PARIS à l'adresse suivante :

[pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr).

### 3.7.3 Date et Délai de livraison

Le délai de livraison des fournitures par le titulaire conformément au délai indiqué dans son offre.

La date de livraison est déterminée d'un commun accord entre le bénéficiaire et le titulaire. Cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné.

Si le bon de commande ne comporte pas de date de livraison, le délai de livraison correspond :

- au minimum aux délais de livraison (en jours ouvrés) mentionnés dans l'offre du titulaire ;
- au maximum aux délais livraisons indiqués à l'article 12.2 du présent CCP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité du marché public, doit être exécuté jusqu'à son terme.

### 3.7.4 Prolongation du délai d'exécution du bon de commande

Sur demande du titulaire, conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée s'il s'agit d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou résultant du fait de l'administration. Un cas de force majeure résulte d'un événement imprévisible, extérieur à la volonté du titulaire et insurmontable.

Le titulaire informe l'administration des difficultés d'exécution qu'il rencontre. Par dérogation à l'article 13.3.2 CCAG/FCS, Il dispose à cet effet d'un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de survenance du fait générateur et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'exécution initial. Les éventuelles demandes doivent être soumises à l'administration par courriel ou par courrier.

La décision en matière de prolongation du délai d'exécution est prononcée par le pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires, par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG/FCS. En cas d'acceptation, le délai de livraison est prolongé de la durée nécessaire à sa réalisation.

## **ARTICLE 4. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT**

### **4.1 FORME DES PRIX**

Les prix du marché public sont unitaires.

### **4.2 CONTENU DES PRIX**

Les prix établis par le titulaire comprennent :

- des fournitures telles que définies à l'article 11 du présent CCP ;
- des frais de transport, frais de livraison et frais de déchargement du camion au lieu et dans les conditions fixées aux articles 3.7 et 12 du présent CCP ;
- des frais afférents au conditionnement et à l'étiquetage des emballages... ;
- des frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 3.3 du présent CCP ;
- tous autres frais non mentionnés pouvant être liés à l'exécution de la prestation, qui sont à la charge du titulaire ;
- du taux de remise consenti à l'administration mentionné dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

### **4.3 NATURE DES PRIX**

Les prix unitaires figurant dans le tableau de prix, annexé à l'acte d'engagement, sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres, ou s'il y a lieu, à la date de la dernière offre remise si négociation et sont révisables dans les conditions définies à l'article 4.3.1 du CCP.

#### **4.3.1 Révision des prix**

Les prix initiaux, annexés à l'acte d'engagement, sont valables pour la première année du marché public à compter de sa date de notification.

La révision des prix est à la **charge du titulaire**.

Le titulaire doit adresser par courriel au pouvoir adjudicateur ([pfc-paris-bap.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-paris-bap.ach.fct@intradef.gouv.fr)), dans le mois précédant chaque date anniversaire du marché public, ses catalogues révisés :

- poste 1 : catalogue des vins récurrents ;
- poste 2 : catalogue minimal du titulaire.

Toutefois, la révision des prix unitaires ne peut entraîner le dépassement des prix plafonds fixés à :

- 60 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les vins rouges ;
- 50 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les vins blancs ;
- 80 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les champagnes.

En cas de non réception des nouveaux catalogues révisés à la date anniversaire du marché public, le pouvoir adjudicateur procède à la révision des prix de l'ensemble des catalogues issus des postes 1 et 2 en appliquant un pourcentage de 1,70 % dans la limite des prix plafonds. Cette disposition s'applique en lieu et place de la révision des prix à la charge du titulaire.

#### Transmission de la révision des prix :

Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, via le site LA PLACE ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, les nouveaux catalogues révisés au titre du marché public. Les prix révisés font foi pour la période concernée.

#### 4.3.2 Clause de sauvegarde

Par additif à l'article 10 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché public pour la partie non exécutée des prestations dès que la variation du prix par rapport au prix initial est supérieure à 5 % par an.

### **4.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

L'unité monétaire de règlement du marché public est l'euro.

### **ARTICLE 5. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

#### **5.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Le règlement est effectué par virement au compte du titulaire.

Le paiement est effectué pour les prestations à bons de commande sur demande de paiement émise par le titulaire en application des règles relatives au service fait présumé.

Toutefois si le service fait présumé est suspendu, le paiement s'effectue après constatation du service fait par l'administration.

## **5.2 MODE DE RÈGLEMENT**

### **5.2.1 Règlement par mandat administratif**

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques des Yvelines (DDFIP).

Chaque facture émise au titre du marché public donne lieu à un paiement.

### **5.2.2 Règlement suite au service fait présumé**

Le présent marché public met en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire du marché public. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché public.

### **5.2.3 Procédure de trop perçu en cas de recours à la procédure de service fait présumé**

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés par le précompte (trop perçu) doivent apparaître expressément dans une ligne distincte du détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise via Chorus Pro.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur secondaire émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

### **5.2.4 Réversibilité du recours au service fait présumé**

L'acheteur peut suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie des bons de commande par ordre de service (OS).

### 5.2.5 Règlement par carte achat

Le présent marché public ne donne pas lieu au paiement par carte achat.

## 5.3 AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations.

Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions cumulatives susvisées.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :  
Montant de l'avance = taux applicable × montant TTC de la période considérée
- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

$$\text{Montant de l'avance} = \frac{\text{taux applicable} \times \text{montant TTC de la période considérée} \times 12}{\text{durée de la période considérée exprimée en mois}}$$

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

En application de l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

Cet article déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

## 5.4 ACOMPTE

Toutes les prestations réalisées sur une durée supérieure à trois mois, ne faisant pas l'objet de Règlement Partiel Définitif (RPD) et ayant donné lieu à un commencement d'exécution, ouvrent droit au versement d'acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.



Le versement d'acomptes est réalisé selon la périodicité suivante :

- au maximum trois mois (article R. 2191-22 du CCP) ;
- au maximum un (1) mois pour les PME, sur demande du titulaire, pour les marchés de fournitures et services.

## **5.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF**

Le marché public ne donne pas lieu à des règlements partiels définitifs.

## **5.6 DÉLAI DE PAIEMENT**

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du code de la commande publique, les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché public sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours.

Sans préjudice des clauses relatives à l'avance, le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable.

## **5.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvreMENT**

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire ou le sous-traitant payé directement, a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

## **5.8 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT)**

Le titulaire doit établir une facture par bons de commande selon les modalités décrites à l'article 5.8.2 du présent CCP.

Chaque facture est établie pour chaque poste, chaque facture fait apparaître les sous postes et les montants afférents.

L'administration peut autoriser le paiement partiel d'un bon de commande sur demande du prestataire.

- Si le service fait présumé est applicable, le titulaire fait parvenir la facture après exécution de la prestation.
- Si le service fait présumé n'est pas applicable, les prestations font l'objet d'une constatation du service fait. Si la facture parvient avant l'admission des prestations, le délai de paiement court à compter de la date de constatation de conformité des prestations conformément à l'article R 2192 -17 du code de la commande publique.

#### 5.8.1 Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Les factures doivent être transmises en version dématérialisée via le portail CHORUS-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'adresse de facturation est la suivante :

**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES  
PFC PARIS - BASE DES LOGES  
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY - BP 40202  
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX  
SE D04666A078 - SIRET 11000201100044**

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de la dématérialisation se trouvent sur le site <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour toutes questions liées à la facturation, vous pouvez envoyer vos demandes à la section fournisseurs à l'adresse fonctionnelle suivante :

[pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr)

#### 5.8.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture doit comporter impérativement les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris le **code service exécutant D04666A078** et le numéro de **SIRET des services de l'État 11000201100044** indiqués dans le corps de l'adresse;
- la référence du marché public indiquée sur l'acte d'engagement ou son annexe complémentaire : le numéro d'EJ (comportant 10 chiffres et commençant par 12 ).

Pour les prestations sur bons de commandes :

- numéro d'engagement juridique correspondant au numéro du bon de commande (il s'agit d'un numéro à 10 chiffres commençant par 14) ;
- la désignation, le prix unitaire HT et la quantité des fournitures à livrer ;
- la date de livraison de la fourniture ;
- le montant total hors taxes (HT) pour chaque prestation ;
- le montant total hors taxes (HT) de la facture ;
- le taux et le montant des taxes éventuellement applicables à la prestation ;
- le cas échéant, les montants concernés par le précompte (trop perçu) dans une ligne distincte du détail de facturation ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) de la facture.

Chaque facturation doit être établie par le titulaire du marché public à son en-tête commercial. Toute facturation émise par une filiale ou une unité de production est exclue (sous réserve qu'elle ne soit pas titulaire du marché public ou sous-traitant admis à paiement direct).

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle est retournée par l'administration à son expéditeur. Les délais de paiement sont alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Le titulaire doit informer par courrier la PFC PARIS/DAP de toute modification de son statut, de sa forme, de ses coordonnées bancaires et de son adresse géographique.

La PFC PARIS effectue le règlement de l'avance, des acomptes et du solde du marché public.

Avant paiement, le cas échéant, il est fait application, sur les factures présentées, des pénalités prévues à l'article 8 du présent CCP.

En cas de relances fournisseurs, celles-ci doivent être envoyées à l'adresse fonctionnelle suivante : [pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr)

## **5.9 SOLDE**

Le solde du marché public est unique et intervient à l'issue des procédures d'admission et de paiement de la dernière prestation réalisée dans le cadre du marché public.

## **5.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Le titulaire bénéficiant du paiement direct, peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

## **5.11 CESSION DU MARCHÉ PUBLIC**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent marché public, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

## **ARTICLE 6. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC**

### **6.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE**

Le titulaire transmet à l'administration le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique et postale) d'un interlocuteur qui assure le lien avec le bénéficiaire pour tout ce qui concerne l'exécution du marché public.

### **6.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION**

Le suivi des prestations est réalisé par le représentant du GSC IdF/pôle VLY. Le nom et les coordonnées sont fournis au titulaire au plus tard lors de la réunion de lancement du marché public.

Cette liste doit être mise à jour régulièrement afin de faciliter le dialogue.

### **6.3 CONSTATAION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

#### **6.3.1 Opérations de vérification**

Chaque livraison est soumise à des vérifications quantitative et qualitative destinées à vérifier que les fournitures livrées sont conformes aux stipulations techniques fixées à l'article 14 du présent CCP et dans l'offre du titulaire.

L'autorité administrative chargée des opérations de vérifications est le responsable désigné par le bénéficiaire.

Par dérogation aux dispositions à l'article 23 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de pouvoir adjudicateur du marché public, par l'escadron de transport 60 (ET 60).

#### **6.3.2 Admission**

La personne habilitée à établir la constatation du service fait est le pôle de Villacoublay du GSC IdF.

Par dérogation aux dispositions de l'article 25.1 du CCAG/FCS, l'autorité chargée de prononcer l'admission est le pôle de Villacoublay du GSC IdF.

Celui-ci prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de présent marché public.

L'admission prend effet :

- à la date de réception de la notification de la décision d'admission par le titulaire ;
- dans un délai de quinze jours (15) à compter de date de la livraison en l'absence de décision.

La décision d'admission, dès qu'elle est prononcée par le pôle de Villacoublay du GSC IdF, est notifiée au titulaire tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (courrier avec A/R, courriel...), avec copie à la PFC Paris.

#### **6.3.3 Ajournement**

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

La décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

#### **6.3.4 Rejet**

En cas de rejet partiel ou total des prestations, il est fait application de l'article 25.4 du CCAG/FCS.

### **6.4 CONTESTATION ÉVENTUELLES**

L'autorité à saisir en cas de contestations éventuelles est le pouvoir adjudicateur.

En cas de désaccord du titulaire sur les défaillances constatées, il doit présenter ses observations au pouvoir adjudicateur par courrier ou tout autre moyen dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la décision.

L'absence d'observations ou de réfutations de la part du titulaire, dans un délai de dix (10) jours calendaires, entraîne l'acceptation sans restriction de la décision notifiée par l'administration.

### **6.5 FRAIS D'ENLEVEMENT DES FOURNITURES REJETÉES OU À REPRENDRE**

Les frais de manutention et de transport éventuellement entraînés par le rejet ou le remplacement des fournitures sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 7. GARANTIE**

### **7.1 GARANTIE TECHNIQUE**

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public.

### **7.2 RETENUE DE GARANTIE**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

## **ARTICLE 8. PÉNALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Les pénalités :

- sont des sommes forfaitaires dues à l'administration lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée ;
- sanctionnent des retards dans l'exécution des prestations ou d'autres obligations ;
- sanctionnent la mauvaise exécution des prestations ou d'autres obligations ;
- sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable pour toute prestation exécutée en retard ou mal exécutée.

Au terme de l'exécution des prestations, les pénalités peuvent être exonérées (remboursement au fournisseur) ou maintenues. Le pouvoir adjudicateur peut décider de l'exonération partielle ou totale des pénalités.

L'application des pénalités s'effectue à chaque défaillance constatée. Toutefois, l'administration se réserve le droit de cumuler les pénalités et de les appliquer semestriellement.

Par ailleurs, l'application des pénalités peut s'effectuer sur les factures ultérieures selon les modalités décrites à l'article 6.2.3. En cas de réversibilité du service fait présumé dans les conditions de l'article 6.2.4, les pénalités sont directement déduites des sommes à verser au titulaire, ou sur présentation d'une facture d'avoir, ou par l'émission d'un titre de perception.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont le retard ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont déduites des sommes à verser au titulaire et sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, elles sont exigibles au premier euro.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel ([pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr)), à la PFC PARIS/DAP.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

## 8.1 PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant total (HT) du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS lorsque le délai contractuel d'exécution, éventuellement modifié par une prolongation de délai, est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées comme suit :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

Dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité ;
- V représente la valeur du bon de commande ;
- R équivaut au nombre de jours ouvrés de retard.

## 8.2 AUTRES PÉNALITÉS

### 8.2.1 Pénalité pour dépassement du délai de transmission d'un document exigé au titre du marché public

En cas de non transmission d'un document exigé au titre du présent marché public, le titulaire s'expose à une pénalité de 25€ par jour ouvré de retard, à partir de la fin du délai fixé par l'administration dans sa demande jusqu'à la transmission effective du document exigé.

### 8.2.2 Pénalité pour non-respect d'une exigence ou d'un engagement contractuel

En cas de non-respect d'une exigence réglementaire, d'une exigence contractuelle du présent marché public ou d'un engagement contractuel du titulaire, ce dernier s'expose à une pénalité de 30€ par jour ouvré à partir du constat de l'administration jusqu'au respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel.

La présente pénalité ne s'applique qu'aux exigences ou engagements qui ne font pas l'objet d'une clause de pénalité spécifique.

## **ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÉSILIATION**

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

### **9.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations du marché public et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le titulaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

### **9.2 AUTRES RÉSILIATIONS**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnités, le marché public en cas de non-respect des stipulations de l'article relatif à la clause de sauvegarde du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.



## **ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

- l'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;
- l'article 3.7.4 déroge aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG/FCS ;
- l'article 5.3 déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS ;
- l'article 6.3.1 déroge à l'article 23 du CCAG/FCS ;
- l'article 6.3.2 déroge à l'article 25.1 du CCAG/FCS ;
- l'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ;
- l'article 8.1 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG/FCS ;
- l'article 9.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

## CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Les clauses techniques ont pour objectif de spécifier le besoin et de fixer les dispositions techniques nécessaire à l'exécution du marché public.

### ARTICLE 11. DESCRIPTION DES FOURNITURES

#### 11.1 RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

Les fournitures du présent marché public doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur. Le titulaire doit respecter notamment les réglementations suivantes :

- Décret n° 2012-655 du 4 mai 2012 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques,
- Le règlement (CE) n° 753/2002 modifié fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 1493/1999 du conseil en ce qui concerne la désignation, la dénomination, la présentation et la protection de certains produits viticoles,
- La spécification technique du GPEM/DA n° G10-99 du 06 mai 1999 relative aux boissons.

#### 11.2 CATALOGUE DES VINS RÉCURRENTS (POSTE 1)

##### 11.2.1 Descriptif du catalogue des vins récurrents

Le catalogue du poste 1, relatif au vins récurrents, comporte la liste des vins systématiquement commandés par l'ET 60. Il est décomposé de trois (3) sous-postes définis de la manière suivante :

- Sous-poste 1.1 : Vins rouges
- Sous-poste 1.2 : Vin blanc
- Sous-poste 1.3 : Champagne

Type des vins	Sous-poste	Famille des vins	Appellation	Nom de l'exploitation	Cépage
Vins rouges	1.1.1	Bourgogne	Côtes de nuits	Nuits Saint Georges 1 <sup>er</sup> Cru Les Terres Blanches 2018 Domaine Daniel Rion	Pinot Noir
	1.1.2	Bordeaux	Graves	Pessac-Léognan Grand Cru Classé Château Carbonnieux	Cabernet Sauvignon Merlot
Vin blanc	1.2	Bourgogne	Côte de Beaune	Chassagne-Montrachet Clos du Château Château de Chassagne-Montrachet	Chardonnay
Champagne	1.3	Brut		Bollinger	

- **Poste n° 1.1 : Vins rouges :**

Les vins rouges, grands crus ou crus millésimés, sont issus des régions Bourgogne et Bordeaux. Le prix unitaire plafond est fixé à un prix maximum de 60 euros (€) hors taxe la bouteille de 75 cl (remise comprise).

- Vignoble de la Côte de nuits, Nuits-Saint-Georges (Région Bourgogne) ;
- Vignoble des Graves, Pessac-Léognan (Région Bordeaux).

- **Poste n° 1.2 : Vin blanc :**

Le vin blanc, grand cru ou cru millésimé, est issu de la région Bourgogne. Le prix unitaire plafond est fixé à un prix maximum de 50 euros (€) hors taxe la bouteille de 75 cl (remise comprise).

- Sous-région Vignoble de Beaune, Chassagne-Montrachet.

- **Poste n° 1.3 : Champagne :**

Le champagne brut est issu de grands crus ou cuvée spéciale. Le prix unitaire plafond est fixé à un prix maximum de 80 euros (€) hors taxe la bouteille de 75 cl (remise comprise).

### 11.2.2 Obligation d'approvisionnement et taux de remise

Le titulaire doit être en mesure de pouvoir fournir les vins, définis au catalogue du poste 1, pour toute la durée totale du marché public, soit quatre (4) ans.

Les prix unitaires du catalogue du poste 1 comprennent le taux de remise que le titulaire consent à l'administration.

En cas de rupture d'approvisionnement (fin millésime) ou d'ajout d'une nouvelle référence, le titulaire propose à l'administration un vin de qualité à minima équivalente :

- sans modification des conditions tarifaires en cas de rupture d'approvisionnement ;
- en respectant le prix maximum par bouteille, définis à l'article 11.2.1 du présent CCP, en cas d'ajout d'une nouvelle référence.

Le vin ou le champagne est accepté par le bénéficiaire, après réalisation de différents tests d'une durée maximale de trois (3) mois (résistance à la pressurisation, l'altération du goût du vin en altitude, dégustation...). Après acceptation du vin ou du champagne proposé, celui est intégré au tableau de prix par avenant.

## 11.3 COMMANDE PONCTUELLE : CATALOGUE MINIMAL DU TITULAIRE (POSTE 2) ET COMMANDE SUR DEVIS (POSTE 3)

### 11.3.1 Composition du catalogue minimal du titulaire (poste 2)

Le titulaire propose un catalogue minimal de vins et de champagnes dans lequel l'ET 60 peut passer des commandes dans la limite du montant maximum annuel du marché public. Le catalogue doit présenter un panel de bouteilles pour satisfaire les demandes ponctuelles que l'ET 60 doit assouvir.

Le catalogue doit référencer des vins et des champagnes de qualité a minima équivalente aux vins définis au poste 1.

Il doit comporter au total 25 références de vins réparties de la manière suivante :

- **Région Bourgogne (rouge) (6 références de vin) :**

- ⇒ Côtes de nuits (4 références) :

- 1 Nuits Saint George (1 proposition autre que celle figurant au poste 1) ;
- 3 propositions de vin au choix parmi : Marsannay, Fixin, Gevrey-Chambertin, Morey-Saint-Denis.

- ⇒ Côte de Beaune (2 références), proposition de vin au choix parmi : Meursault, Pommard, Aloxe Corton, Pernand Verglesses.

- **Région Bordeaux (rouge) (6 références de vin) :**

- 1 Pessac Léognan (1 proposition autre que celle figurant au poste 1) ;
- 5 propositions de vin au choix parmi : Médoc, Haut-Médoc, Pauillac, Saint-Estèphe, Margaux, Saint-Emilion, Pomerol.

- **Région Bourgogne (blanc) (6 références de vin) :**

- 1 Chassagne-Montrachet (1 proposition autre que celle figurant au poste 1) ;
- 5 propositions de vin au choix parmi : Beaune, Meursault, Chablis, Puligny-Montrachet, Pouilly-Fuissé, Pouilly-Loché, Savigny-lès-Beaune, Corton-Charlemagne, Saint-Aubin.

- **Région Pays de la Loire (4 références de vin) :**

4 propositions de vins au choix parmi : Sancerre, Cheverny, Montlouis, Muscadet, Vouvray, Saumur-Champigny, Coteaux du Layon.

- **Champagnes (2 références de champagne) :**

2 propositions de champagne issus de grands crus ou cuvée spéciale (autres que les références figurant au poste 1) : brut, blanc ou rosé.

- **Agriculture biologique :**

Le catalogue minimal doit proposer 1 vin issu de l'agriculture biologique.

#### 11.3.2 Obligation d'approvisionnement et plafonnement des prix unitaires

Le titulaire, qui compose son catalogue minimal dans le respect des exigences définies à l'article 11.3.1, doit être en mesure de proposer les vins figurant durant toute la durée de validité du marché public.

Le prix unitaire des bouteilles du catalogue minimal doit respecter les prix plafonds définis à l'article 12.1.2 du présent CCP (taux de remise inclus), soit :

- 60 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les vins rouges ;
- 50 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les vins blancs ;
- 80 € HT la bouteille de 75 cl (remise comprise) pour les champagnes.

Le taux de remise consenti à l'administration au titre du catalogue des vins récurrents (poste 1) est également applicable sur le catalogue minimal du titulaire.

#### 11.3.3 Commande sur devis (poste 3)

En cas de besoin, le bénéficiaire se réserve la possibilité de commander, à titre exceptionnelle, une référence de vin qui ne figure ni dans le catalogue des vins récurrents ni dans le catalogue minimal du titulaire.

Le montant des commandes sur devis est limité à 9 000 € HT sur toute la durée du marché public.

## **ARTICLE 12. CONDITIONS DE LIVRAISON**

### **12.1 LIEU DE LIVRAISON**

Les fournitures sont livrées par le titulaire à :

L'ESCADRON de TRANSPORT (l'ET 60)  
Service Armement Hôtellerie / Gestion des stocks  
BASE AERIENNE 107  
10, Route de Gisy  
78140 VILLACOUBLAY

Tél : ET 60 Service armement « hôtellerie » : 01 45 07 82 16 ou le 01 45 07 31 07

Le titulaire peut se présenter aux horaires suivants :

- du lundi au jeudi de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30 ;
- le vendredi de 08h30 à 11h30.

### **12.2 DÉLAIS DE LIVRAISON**

La totalité de la commande est à livrer à la date mentionnée sur le bon de commande ou, à défaut, dans les délais maximums suivants :

- quinze (15) jours ouvrés pour les vins récurrents (annexe 1 à l'acte d'engagement) ;
- huit (8) jours ouvrés pour les vins issus du catalogue minimal du titulaire (annexe 2 à l'acte d'engagement) ou sur devis.

Les délais de livraison courent à compter du lendemain de la date de notification du bon de commande jusqu'à la date de livraison effective sur le site.

### **12.3 MODALITÉS DE LIVRAISON**

#### **12.3.1 Conditions générales de livraison**

A la notification du marché public, le titulaire prend contact avec le chargé de prévention. Un protocole de chargement/déchargement doit être établi avant le premier chargement des articles (conformément à l'article 3.1 du présent CCP).

Les livraisons doivent être effectuées les jours et heures ouvrés dans les locaux du bénéficiaire. Le titulaire ou le transporteur est tenu d'aviser le bénéficiaire au moins deux (2) jours avant la date de livraison, par téléphone ou par courrier, faute de quoi, celle-ci peut être refusée.

A la livraison, le représentant du bénéficiaire signe, en présence du transporteur, le bon de livraison établi en au moins deux (2) exemplaires. Il en conserve un exemplaire. Le bon de livraison (BL) mentionne au minimum :

- les références du marché (numéro de marché et la date) ;
- les références du bon de commande (numéro du bon de commande et la date) ;
- l'identification du titulaire ;
- le nom du bénéficiaire ;
- la date de livraison ;
- l'identification des fournitures livrées et, s'il y a lieu, leur répartition par colis ;
- les quantités livrées ;
- les observations et réserves éventuelles.

Chaque colis doit porter de façon apparente son n° d'ordre, tel qu'il y figure sur le BL. Il renferme l'inventaire de son contenu.

### 12.3.2 Responsabilités

Le titulaire est responsable :

- du conditionnement et du bon acheminement des fournitures ;
- de la qualité de l'emballage (appropriée aux conditions et aux modalités de transport) ;
- de la qualité et de l'intégralité des fournitures jusqu'à leur déchargement.

A ce titre, les avaries survenues au cours du transport lui sont imputables si elles sont reconnues être la conséquence d'un non-respect de ses obligations. Toute non-conformité, incident ou défaut apparent dans l'état des colis doivent être précisément consignés par le réceptionnaire, représentant du bénéficiaire, en présence du transporteur ou de l'agent du titulaire du marché public, sur les exemplaires du bon de livraison.

Les emballages sont conçus de façon telle qu'ils permettent d'éviter toute détérioration au cours du transport et au stockage éventuel dans les magasins de l'administration.

Le vin et le champagne sont conditionnés en bouteille de verre uniquement. Ces bouteilles de verre ainsi que le contenant ne sont pas consignés.

Les frais de transport et d'emballage sont supportés par le titulaire qui choisit librement le mode de transport.

Toute clause contraire mentionnée sur le bon de livraison, facture ou autre document, est nulle et non avenue.

#### **12.4 LIVRAISON PARTIELLE**

Aucune livraison partielle des bons de commande n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché public doit obligatoirement livrer en une seule fois l'intégralité du bon de commande au bénéficiaire.

#### **12.5 LIVRAISON PAR ANTICIPATION**

Quand le titulaire détient la quantité de tous les articles composant le bon de commande, il peut être autorisé à livrer avant la date figurant sur le bon de commande ou, à défaut, avant les délais maximum définis à l'article 12.2 du présent CCP.

Dans ce cas, le titulaire ou le transporteur est tenu d'aviser le bénéficiaire au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de livraison anticipée, par téléphone ou par courriel, faute de quoi, celle-ci peut être refusée.

#### **12.6 FERMETURE TEMPORAIRE DU SITE ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Le site est ouvert toute l'année. Toutefois, dans le cas d'une fermeture temporaire en cours d'année, le bénéficiaire doit en informer le titulaire au minimum quinze (15) jours auparavant. Aucune livraison n'est effectuée pendant cette fermeture hors spécification particulière. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé. Le reste de l'année, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les prestations conformément au présent CCP, y compris pendant ses propres périodes de congés, celles-ci n'étant pas neutralisées.